



M. PARINI REFUSE LE DIALOGUE

Depuis plusieurs mois le service public est méthodiquement démantelé, désossé, vidé de sa substance dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques.

Les fonctionnaires sont attaqués de tous les côtés : suppressions de postes, baisse du pouvoir d'achat, remise en cause du statut (loi dite de mobilité) et de leur protection sociale, mise en place de la rémunération au mérite, arbitraire local, etc.

Les agents des Finances Publiques subissent au quotidien la dégradation de leurs conditions de vie au travail. Pas un jour sans que des collègues nous sollicitent.

La volonté d'imposer à la schlague les restructurations passe aussi par la condescendance voire le mépris des directions locales envers les situations parfois dramatiques que vivent certains agents.

C'est dans ce contexte que le Directeur Général souhaitait réunir les « acteurs » - doit on dire les figurants ?- du contrat de performance, rebaptisé depuis peu Document d'Orientation Stratégique...

Une séance d'auto- congratulations, accompagnée de l' « instant canapés » avec les agapes. Frais de salle et de bouche (du Rhône !), de transport et d'hôtel pour le contribuable, évidemment.

Goûtez donc celui ci avec l'olive...

Pourtant annoncé il y a belle lurette, le Directeur Général de la DGFIP a renoncé et reporté sine- die le « colloque ».

Les petits plats avaient pourtant été mis dans les grands...

Mais à l'heure où les plus hauts dignitaires de notre pays organisent leurs déplacements avec « claque » et zone tampon « bouclée » pour ne pas voir et entendre les salariés en colère, il semblait difficile pour la DGFIP d'échapper à ses propres agents...

La meilleure solution trouvée fut donc de consulter la météo sociale qui annonçait un « bulletin d'alerte rouge ».

Principe de précaution, comme l'indique le Directeur Général dans sa lettre aux agents : « *je me refuse à vous mettre dans une situation délicate* »...

Mais M. le Directeur Général, vous devez savoir que tous les services des impôts et du Trésor sont dans une situation plus que « délicate », dans les Bouches-du-Rhône comme ailleurs.

Alors soit vous n'avez pas toutes les données de la météo sociale de vos services dans les départements, soit vous pensez que nous attendons patiemment des jours meilleurs.

Vive le printemps !

Ces derniers jours, les représentants locaux du DG: MM. Ratel, Gatin et Pons ont invité à plusieurs reprises les Organisations syndicales pour tenter de les cantonner, le 16 mars, à une discussion dans un couloir à l'abri des regards...

Les directions locales ont même, comme d'habitude, brandi la menace contre les agents qui voulaient simplement soumettre leurs revendications...au Directeur Général...

La CGT Impôt Trésor a maintenu le cap jusqu'au bout. Il n'était pas question de se laisser imposer l'heure, le contenu, ou la forme de la rencontre, pas plus que le nombre d'interlocuteurs que M. Parini voulait réduire à quelques-uns.

Après avoir été secoué à Rennes, Bordeaux et Toulouse, le renoncement de M. Parini à Marseille démontre qu'il ne veut pas entendre les justes revendications des personnels. Son absence montre qu'il n'a aucune vraie justification à apporter à la plus grande opération de destruction de l'administration menée partout et à Marseille.

LE 23 MARS FAISONS NOUS ENTENDRE

Ni la CGT, ni les agents n'ont demandé la fusion DGI/DGCP.

- Aucun agent n'a demandé la fusion CDI/CDIF ou la création des SIE, puis des SIP et autres pôles spécialisés.
- Aucun agent n'est favorable à une massification et une industrialisation des procédures.
- Aucun agent n'a demandé la disparition d'un site comme celui de Ste Anne à Marseille.
- Personne n'a demandé les suppressions d'emplois, la baisse de pouvoir d'achat, la « mobilité » qui permettrait le licenciement, la gestion individualisée des carrières des agents, etc.

En revanche, notre cahier revendicatif existe.

La pétition unitaire massivement signée par les agents doit vous conduire à de réelles négociations. La plate – forme unitaire nationale également.

Cela passera nécessairement par de nouvelles mobilisations et de nouvelles luttes.

Le 23 mars pour l'Emploi, les Salaires et la Retraite est notre prochaine étape.

RDV 10h00 Place Sadi Carnot MARSEILLE

RDV 10h30 Place de la République ARLES